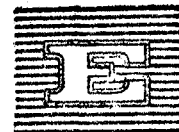


NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/2548/Add.7
16 septembre 1954
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ESCLAVAGE

Rapport complémentaire du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer au Conseil économique et social le texte de la note ci-après, qui lui a été adressée par le Gouvernement des Pays-Bas.

PAYS-BAS

Note adressée au Secrétaire général, le 7 septembre 1954, par le représentant permanent des Pays-Bas auprès des Nations Unies

"D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur certaines observations formulées par l'Union mondiale des organisations féminines catholiques, qui figurent à la page 70 (alinéa c), en haut de la page) du rapport complémentaire relatif à l'esclavage que le Secrétaire général a présenté au Conseil économique et social lors de sa dix-septième session (document E/2548).

Le Gouverneur des Antilles néerlandaises a prié mon Gouvernement de vous faire connaître que la traite des blanches n'existe pas dans les Antilles néerlandaises. Les femmes étrangères qui viennent à Curaçao et s'établissent dans le quartier réservé le font de leur plein gré et de leur propre mouvement. Elles louent des chambres après avoir reçu des services de l'immigration un permis d'entrée temporaire, dont elles sollicitent personnellement la délivrance. L'existence d'une organisation qui se livrerait à l'importation de ces femmes est absolument hors de question.

Le Gouverneur des Antilles néerlandaises oppose un démenti formel à toute allégation selon laquelle les Antilles néerlandaises toléreraient des activités contraires aux dispositions de la "Convention internationale pour la répression de la traite des femmes majeures".
